



Afrique : ACP rejoint la coalition « Tournons La Page »

Par Dimitri VERDONCK

Dimitri Verdonck est né en 1973. Licencié en philosophie, il a également étudié le droit et les sciences économiques avant de suivre une formation pour dirigeants d'associations et d'entreprises d'économie sociale. Spécialisé en politique extérieure de l'Union européenne et en coopération au développement, il alterne depuis plus de dix ans les activités de conseil auprès de personnalités politiques de premier plan actives en matière de coopération au développement et de relations extérieures, et l'engagement associatif auprès de structures actives dans le champ de la solidarité, de la coopération et de l'immigration notamment. Dimitri Verdonck s'intéresse à tout ce qui peut contribuer à améliorer les conditions d'existence du plus grand nombre d'entre nous, ici et maintenant. Dimitri Verdonck est l'auteur de nombreuses études et publications.



Analyse

Novembre 2014

De plus en plus souvent, l'Afrique est présentée comme le continent de l'avenir. Personne ne précise cependant s'il s'agit de l'avenir de la population africaine ou plutôt celui de ses dirigeants et des investisseurs étrangers avec lesquels ils captent les ressources disponibles pour le profit de quelques uns... Comme toujours, les richesses du continent suscitent donc la convoitise mais rien ne dit que les Africains profiteront eux-mêmes de ces richesses. En 2050, les Africains seront au nombre de 2 milliards. Pour qu'ils soient en mesure de maîtriser leur propre avenir, des changements radicaux seront nécessaires pour donner à la démocratie une place prépondérante. Pour cela, il est nécessaire de mettre fin à des pratiques d'un autre âge et tourner la page des régimes dictatoriaux. Comment ? Par l'alternance. C'est tout l'enjeu de la coalition à laquelle ACP a choisi de s'associer.

En règle générale, la garantie de l'alternance réside dans les Constitutions qui prévoient une limitation de la durée des mandats présidentiels. Beaucoup d'États africains ont à leur disposition de telles Constitutions. Cela n'a malheureusement pas empêché de nombreux dirigeants de rester au pouvoir, parfois depuis plusieurs dizaines d'années, en violation totale avec les principes démocratiques et dans l'indifférence générale des médias et de l'opinion publique internationale. On assiste donc à de véritables dynasties où le pouvoir est un héritage que les puissants transmettent à leurs descendants. Aujourd'hui on compte douze familles au pouvoir en Afrique qui l'étaient déjà en 1990. Ainsi, 87% et 79% des Gabonais et des Togolais n'ont connu qu'une seule famille à la tête de l'État !

Ces régimes bénéficient bien évidemment du soutien plus ou moins tacite des dirigeants des autres États et il assoient leur légitimité internationale par une subtile manipulation de la menace terroriste. Au Nord, on finit par considérer que la démocratie est un luxe que les pays d'Afrique ne peuvent pas se payer. Il résulte de ces situations des conséquences mortifères pour les sociétés africaines comme en témoignent les troubles politiques et militaires qui secouent certains pays du continent. Et les citoyens qui se mobilisent avec courage pour l'alternance et en faveur du respect des règles constitutionnelles et démocratiques subissent le plus souvent une très sévère répression.

Le souffle démocratique n'est cependant pas près de s'estomper et les printemps arabes continuent d'inspirer le continent. Les tentatives de succession dynastique ont été mises en échec au Sénégal par les urnes, en Tunisie et en Egypte. Le cri de « Y en a marre ! » venu de Dakar en 2012 résonne aussi bien au-delà du Sénégal. Les rues de Maputo, de Bujumbura, de Libreville, de Ouagadougou ou d'Alger expriment aussi une même aspiration à l'alternance. Un même refus du pouvoir dynastique.

C'est dans les années 1990 qu'un vent de constitutionnalisme avait conduit de nombreux pays africains à limiter les mandats et à s'ouvrir au multipartisme. La mobilisation citoyenne interne avait été décisive pour contraindre au changement les régimes autoritaires de l'époque, avec le soutien de forces démocratiques extérieures. Aujourd'hui on peut espérer qu'advienne le temps d'une nouvelle forme d'alliance entre citoyens d'Afrique et d'Europe, pour une nouvelle étape qui consisterait à donner vie à l'alternance.

Sur la voie de cette alternance, il y a d'abord le refus de toute manipulation constitutionnelle pour convenance personnelle. Parfaitement légitime en elle-même, la modification constitutionnelle ne représente un problème que lorsqu'elle se transforme en instrument de perpétuation d'un pouvoir personnel aux antipodes des attentes citoyennes et des valeurs affichées par la communauté internationale en termes de promotion de l'État de droit. L'invocation de la stabilité politique et l'artifice de la lutte contre la menace terroriste ne doivent pas faire illusion. Partout dans le monde, l'expérience a montré que le respect des règles démocratiques constitue le meilleur antidote contre l'instabilité politique, les conflits armés et le terrorisme. C'est la solidité des institutions qui garantit la stabilité et non la pérennité du pouvoir personnel. Comme l'avait souligné Barack Obama lors de son passage au parlement du Ghana, l'Afrique n'a pas besoins d'hommes forts mais d'institutions fortes.

À l'heure où nous écrivons, il y a des risques de coup d'État constitutionnel pour 2015 au Burkina Faso avec Blaise Compaoré et au Burundi avec Pierre Nkurunziza. En 2016, cela risque d'être le tour du Rwanda de Paul Kagamé, du Congo dirigé par Denis Sassou Nguesso et de la RDC aux mains de Joseph Kabila. Au Togo la succession dynastique a déjà eu lieu en 2005 au prix d'une modification constitutionnelle qui a fait plus de 800 morts. L'héritier du pouvoir, au mépris du dialogue politique autour des réformes institutionnelles et des recommandations de la Commission *Vérité Justice et Réconciliation* s'apprête à se porter candidat pour un troisième mandat.

Dans ces pays où se dérouleront des scrutins essentiels pour l'avenir de la population, les présidents et leur entourage posent des actes qui ne trompent personne. Leur volonté de se maintenir au pouvoir est claire et la manipulation constitutionnelle est leur instrument. Rappelons que dans le passé, de nombreux chefs d'États africains se sont parjurés sur cette question : Gnassingbé Eyadema au Togo en 2002, Idriss Deby Itno au Tchad en 2005, Paul Biya au Cameroun en 2008, Ismaïl Omar Guelleh à Djibouti en 2010, ou Yoweri Museveni en Ouganda en 2010, Abdoulaye Wade au Sénégal en 2012. Notons aussi que d'autres ont tout de même fait le choix remarquable de l'alternance : Jerry Rawlings au Ghana, Mathieu Kérékou au Bénin, Pinto da Costa à São Tomé & Príncipe, ou encore des présidents Aristides Pereira, Antonio Mascarenhas et Pedro Pires qui se sont succédé aux îles du Cap-Vert. Les dirigeants attirés par la tentation dynastique ont rendez-vous avec l'Histoire et en ce n'est qu'en acceptant l'alternance, qu'ils rendraient le pouvoir à son ultime dépositaire, le peuple, posant ainsi un dernier acte marqué du sceau de l'apaisement.

L'absence de réaction de l'opinion internationale serait, pour les régimes africains concernés, un véritable blanc-seing pour imposer, y compris par la violence, une intolérable modification constitutionnelle pour se maintenir au pouvoir. Si nous laissons l'un de ces régimes opérer dans l'impunité et l'absence de réaction forte, nous enverrions un message clair à tous les autres. Mais l'effet domino peut jouer en sens inverse : après l'alternance sénégalaise en 2012, après le renoncement du président sortant au Mozambique début mars 2014, c'est donc maintenant qu'il est essentiel d'agir pour obtenir les conditions d'une alternance ailleurs aussi, à commencer par le Burkina, le Burundi et le Togo. Et dans bien d'autres pays, où la mobilisation

se cristallise sur des enjeux autres que constitutionnels (l'usage de la biométrie, la liberté de manifestation, l'indépendance des commissions électorales...). L'Europe a été surprise par les révolutions arabes. Elle trahirait ses intérêts et ses valeurs à cautionner par son silence sur la perpétuation de régimes archaïques de l'Afrique subsaharienne.

L'alternance pour l'alternance n'a pas grand intérêt. Pour qu'elle ait tout son sens, il est dès lors aussi essentiel de lui donner un contenu. C'est bien sûr l'affaire de chaque peuple concerné qui doit définir son projet à l'aune de sa propre histoire, de sa culture et de son contexte particulier. Il est toutefois une série de fondamentaux sur lesquels il est essentiel de travailler et qui sont comme autant de chantiers en friche : la transparence du budget de l'État, les contrats avec les multinationales et les recettes issues de l'exploitation des ressources naturelles ; le respect des normes républicaines dans les nominations aux postes de commandement militaire et policier ; la liberté d'opinion, de presse et de manifestation sans préalable autre que l'information de l'autorité administrative ; la nomination des magistrats indépendamment du pouvoir politique etc. etc.

Pour toutes ces raisons, l'Association Cultures & Progrès a choisi de s'associer à la coalition "Tournons La Page". Les citoyens d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs - en ce compris les intellectuels, les artistes, les militants, les journalistes, les responsables religieux, les associations ou encore les syndicats - doivent unir leurs forces. Tourner la page des régimes autoritaires et construire les conditions d'une véritable démocratie en Afrique est un enjeu pour l'Afrique mais également pour le reste du monde. Partageant les mêmes valeurs démocratiques et non-violentes, nous sommes déterminés à faire vivre les conditions d'une mobilisation citoyenne pour l'alternance démocratique, dans tous les pays d'Afrique subsaharienne. Il en va du devenir du continent africain.